

2025	CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.	2025-01
------	--	---------



MAPA 2025 - 01

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(C.C.A.P)**

CAF DE L'ARIEGE

Remplacement du groupe froid du siège

Lot unique : chauffage climatisation

2025	CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.	2025-01
------	---	---------

Table des matières

ARTICLE 1 : DIPOSITIONS GENERALES	5
1.1 Objet du marché.....	5
1.2 Forme du marché	5
1.3 Allotissement.....	5
1.4 Variantes.....	5
1.5 Prestations supplémentaires éventuelles	5
1.6 Sous-traitance.....	5
1.7 Co-traitance	6
1.8 Parties contractantes.....	6
ARTICLE 2 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	7
ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE	7
ARTICLE 4 : INTERVENANTS	8
4.1 Le Pouvoir Adjudicateur	8
4.2 Bureau d'Etudes Techniques	9
ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHE	9
ARTICLE 6 : DEFINITION DES PRESTATIONS	9
ARTICLE 7 : OBLIGATION DU TITULAIRE ET DU POUVOIR ADJUDICATEUR.....	9
7.1 Obligation de résultat.....	9
7.2 Confidentialité	10
7.3 Accès aux installations.....	10
7.4 Protection de la main d'œuvre.....	10
7.5 Clause de dénigrement.....	10
7.6 Obligations du Pouvoir Adjudicateur	10
ARTICLE 8 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE DU TITULAIRE	10
ARTICLE 9 : PRIX.....	11
9.1 Contenu des prix.....	11
9.2 Forme et variation des prix	11
9.3 Actualisation des prix	11
ARTICLE 10 : FACTURATION - PAIEMENT	12
10.1 Décomptes mensuels	12
10.2 Projet de décompte final	13
10.3 Décompte Général et Définitif	15
ARTICLE 11 : INTERETS MORATOIRES	15

2025	CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.	2025-01
------	--	---------

ARTICLE 12 : AVANCE	16
ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE	16
ARTICLE 14 : EXECUTION DU MARCHE	17
14.1 Préparation du chantier	17
14.2 Nettoyage	17
14.3 Sécurité des personnes	18
14.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier	18
14.5 Conditions spéciales d'exécution	18
14.6 Réunions de chantier	19
14.7 Gestion des dépenses communes (compte prorata)	19
14.8 Sanitaires	19
14.9 Garde du chantier	19
ARTICLE 15 : CONTROLES	20
15.1 Essais et contrôles - Généralités	20
15.2 Contrôles par l'organisme	20
ARTICLE 16 : RECEPTION ET GARANTIE	20
16.1 Réception	21
16.2 Réception partielle	21
16.3 Documents fournis après exécution	21
16.4 Garantie de parfait achèvement	22
ARTICLE 17 : PENALITES	22
17.1 Pénalités pour retard d'exécution	23
17.2 Pénalités pour nettoyage non réalisé	24
17.3 Pénalités pour retard de présentation d'un sous-traitant	24
17.4 Pénalités pour retard ou absence aux réunions	24
17.5 Pénalités pour retard dans la transmission des pièces pendant l'exécution	24
17.6 Pénalités pour retard dans la transmission des pièces après l'exécution	24
ARTICLE 18 : RESILIATION	25
18.1 Condition de résiliation ouvrant droit à indemnité	25
18.2 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité	25
18.3 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure	25
18.4 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure	26
18.5 Redressement ou liquidation judiciaire	26
ARTICLE 19 : REGLEMENT DES LITIGES	27

2025	CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.	2025-01
------	--	---------

19.1 Recours amiable – Mémoire en réclamation	27
19.2 Recours contentieux.....	27
19.3 Juridiction compétente	27
ARTICLE 20 : DROIT ET LANGUES.....	27
ARTICLE 21 : DEROGATION AU CCAG-TRAVAUX	28

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

ARTICLE 1 : DISPOSITIONS GENERALES :

1.1 Objet du marché :

Le présent marché a pour objet l'opération de travaux de remplacement du groupe froid du bâtiment de la CAF de l'Ariège sur le siège administratif situé 5, rue Victor Hugo – Peysales – BP 60031 – 09002 FOIX.

- **Code CPV : 45331000 : Travaux d'installation de matériel CVC**

1.2 Forme du marché

En application des articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande Publique le présent marché est traité en marché à procédure adaptée (MAPA).

1.3 Allotissement

Ce marché n'est pas alloti. Il s'agit d'un lot unique : Chauffage climatisation.

1.4 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5 Prestations Supplémentaires Eventuelles (PSE)

Il n'y a de PSE prévue.

1.6 Sous-traitance

Le titulaire du marché reste personnellement responsable des prestations sous-traitées en tant que cocontractant du pouvoir adjudicateur.

La sous-traitance de la totalité du marché est interdite.

En vertu de l'article 3.6.2.4 du CCAG Travaux, le titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché sous réserve d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement de chaque contrat de sous-traitance.

Le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées, est payé directement dès lors que le montant des prestations sous-traitées est égal ou supérieur à 600 € TTC.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur à l'entreprise principale et au pouvoir adjudicateur par toute voie probante. Il libelle les factures au nom du titulaire du marché et transmet à ce dernier les originaux à l'occasion de la demande de paiement.

Par dérogation à l'article 3.6.1.2 du CCAG Travaux, la demande de paiement adressée au pouvoir adjudicateur est accompagnée du double des pièces adressées au titulaire, ainsi que de l'accusé réception ou du récépissé attestant que le titulaire a reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé par le titulaire.

A la réception des factures, le titulaire dispose d'un délai de 15 jours pour donner son accord ou notifier son refus au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.

En cas d'accord, le titulaire du marché joint en double exemplaire au projet de décompte mensuel ou pour solde une attestation indiquant la somme à régler par le pouvoir adjudicateur à chaque sous-traitant concerné ; cette somme tient compte de tous les éléments financiers pouvant affecter le règlement financier de la sous-traitance et inclut la TVA. Il reprend dans le décompte ou la facture qu'il adresse au pouvoir adjudicateur pour le règlement de ses propres prestations, les prestations sous traitées, en les faisant apparaître distinctement.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans les délais réglementaires (30 jours) à compter soit de la réception de l'accord total ou partiel du titulaire sur le paiement demandé par le sous-traitant, soit de l'expiration du délai de 15 jours si pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus.

En cas de non retrait du pli envoyé par LRAR, le délai de 30 jours court à compter de la réception de la copie de l'avis postal par le pouvoir adjudicateur.

1.7 Co-traitance

Conformément aux articles R. 2142-19 et suivants du Code de la Commande Publique, les entreprises candidates peuvent se présenter sous la forme d'un groupement.

Pour sécuriser et assurer l'unité de la prestation le Pouvoir Adjudicateur impose un groupement conjoint où chacun est responsable de sa prestation sous la conduite d'un mandataire solidaire qui, en tant qu'intermédiaire direct, est responsable de l'ensemble des prestations des membres du groupement qu'il pilote.

Le groupement sera donc conjoint avec mandataire solidaire et en cas de défaillance du mandataire l'entreprise déclarée juste en second dans la constitution du groupement devient mandataire solidaire.

1.8 Parties contractantes

Les parties contractantes sont :

- **La Caisse d'Allocations Familiales de l'Ariège,**
Représentée par Monsieur Richard CARRAT, son Directeur.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

D'une part,

Et

- **Le signataire de l'Acte d'Engagement** accepté par le Pouvoir Adjudicateur ci-après dénommé « **le titulaire** »,
D'autre part.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché, le comptable assignataire est le Directeur Comptable et Financier de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ariège.

ARTICLE 2 : REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES :

Conformément à l'article R. 2122-7 du Code de la Commande publique, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier aux titulaires du marché, des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence. La durée pendant laquelle ces nouveaux marchés pourront être conclus ne peut dépasser trois ans à compter de la notification du présent marché.

ARTICLE 3 : PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE :

Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) a pour objet de compléter l'acte d'engagement et de définir les obligations des parties qui les ont acceptées pour l'exécution du présent marché.

Le présent CCAP est applicable à l'ensemble des opérations des travaux.

La description des ouvrages et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) tel que mentionné à l'article 2 du présent CCAP.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-Travaux, il établit l'ordre de priorité décroissant des pièces du marché suivant 1:

1. L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
Annexe inhérente au sous-traitant proposé et ayant été accepté par le pouvoir adjudicateur.
2. Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;

¹ *Il est rappelé que le présent marché est soumis en tant que marché public à l'arrêté du 16 juin 2008 portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale et au décret n° 2016-360 et de l'ordonnance n°2015-899.*

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

3. Le CCTP du lot unique et toutes les pièces graphiques du Bureau d'Etudes et notamment les plans, dessins et autres planches techniques dont la liste est exhaustivement énumérée au CCTP.
4. Planning prévisionnel.
5. Le CCAG Travaux issu de l'arrêté du 8 septembre 2009 sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus dont la liste figure in fine du présent CCAP.
6. Le Cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicable aux marchés de travaux de bâtiments passés au nom de l'Etat (Décret n° 93.1164 du 11.10.1993, modifié) sous réserve des dispositifs auquel il est dérogé par les pièces particulières visées ci-dessus.
7. Le mémoire technique du candidat remis avec son offre.
8. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché.
9. Les Décompositions du prix global et forfaitaire (DPGF).

Bien que non matériellement joint au marché, le CCAG applicable aux marchés de travaux est réputé parfaitement connu des parties.

Le titulaire ne peut se prévaloir dans l'exercice de sa mission d'une quelconque ignorance de ces textes et, d'une manière générale, de tout texte, loi, décret, arrêté, et réglementation intéressant son activité pour l'exécution du présent marché.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces ci-dessus constitutives du présent marché, est réputée non écrite.

ARTICLE 4 : INTERVENANTS :

4.1 Le Pouvoir Adjudicateur, agissant en qualité de maître de l'ouvrage au sens de la loi du 12 juillet 1985 dite loi MOP est :

La Caisse d'Allocations Familiales de l'Ariège

5 rue Victor Hugo

09002 FOIX Cedex2

Monsieur Richard Carrat – Son Directeur,

Représentant du pouvoir adjudicateur :

Madame Stéphanie DA CRUZ – Responsable unité logistique

Adresse Mail : logistique-achats@caf09.caf.fr

2025	CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.	2025-01
------	--	---------

4.2 Bureau d'Etudes Techniques, agissant en qualité de maître d'œuvre :

NB CONSEIL

1, Le Grand Bois

87200 SAINT MARTIN DE JUSSAC

06 07 87 43 53

Adresse Mail : serge.gerald@nbenergie.fr

ARTICLE 5 : DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHE :

Le marché est conclu pour la durée de réalisation des travaux, assorti du délai de garantie de parfait achèvement.

Le délai d'exécution des travaux comprend la période de préparation et le délai d'exécution des travaux.

Un ordre de service précisera la date à laquelle démarre les travaux comme prévu à l'article 3.8 du CCAG-Travaux. OS :23 mai 2025

Période préparation du 26/05 au 23/06/2025,

Démarrage effectif travaux : 23/06/2025.

Neutralisation chantier sur les semaines 33 à 36

Livraison : 29/09/2025.

ARTICLE 6 : DEFINITION DES PRESTATIONS :

Les prestations, objet du marché, sont décrites dans les CCTP.

ARTICLE 7 : OBLIGATION DU TITULAIRE ET DU POUVOIR ADJUDICATEUR :

7.1 Obligation de résultat

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens pour l'obtention du résultat défini dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Il reconnaît avoir pris connaissance de l'ensemble des contraintes liées à la réalisation des prestations.

Si le résultat n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires pour la réalisation d'une prestation conforme à ses frais et sans augmentation des montants.

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

7.2 Confidentialité

En application de l'article 5.1 du CCAG-Travaux, le personnel du titulaire, de ses co-traitants et de ses sous-traitants est tenu de ne pas divulguer, en France comme à l'étranger, et sous quelque forme que ce soit, des informations dont il a, ou aurait pu avoir, connaissance dans l'exécution de la prestation, et cela même après la cessation du contrat.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire le pouvoir adjudicateur à résilier le marché aux torts du titulaire et aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice de l'engagement des poursuites pénales adaptées à la gravité de l'infraction constatée.

7.3 Accès aux installations

Le titulaire devra se soumettre aux consignes générales et particulières établies par la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ariège qui lui seront communiquées en tant que de besoin.

7.4 Protection de la main-d'œuvre

Conformément aux dispositions prévues à l'article 6 du CCAG-Travaux, le titulaire du marché s'engage à respecter les lois et règlement relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays, où cette main-d'œuvre est employée.

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main-d'œuvre d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité des intervenants sur le chantier.

7.5 Clause de dénigrement

Le maître d'ouvrage sera en droit d'exiger du titulaire le remplacement des agents ou techniciens qui auraient fait l'objet de remarques pour défaut de probité, mauvaise conduite ainsi que pour incompétence dans l'exercice de leurs fonctions.

7.6 Obligations du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur désigne, lors de la notification, un interlocuteur privilégié. Tout changement de cet interlocuteur sera signalé au titulaire.

ARTICLE 8 : RESPONSABILITES ET ASSURANCE DU TITULAIRE :

Pendant la durée d'exécution du marché, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés soit aux personnes, soit aux biens.

2025	CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.	2025-01
------	--	---------

A ce titre le titulaire certifie avoir souscrit auprès d'une compagnie d'assurance notoirement connue et habilitée à couvrir la réparation des dommages dont il est directement ou indirectement responsable, du fait de son intervention, de celle de son personnel ou de celle de personnes mandatées agissant pour son compte.

Il doit donc contracter :

- une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des travaux.
- une assurance au titre de la garantie décennale couvrant les responsabilités résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792, 1792-1, 1792-2, 1792-4 et 1792-4-1 du Code civil ;
- une assurance au titre de la garantie biennale de bon fonctionnement couvrant les responsabilités résultant des principes de l'article 1792-3 du Code civil.

ARTICLE 9 : PRIX :

9.1 Contenu des prix

Le prix des prestations est celui indiqué à l'Acte d'Engagement du marché.

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risque et bénéfice. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché en montant Hors Taxes.

La TVA applicable aux prix du marché est de 20 %.

En cas de modification réglementaire d'un taux de TVA, le nouveau taux s'appliquera de fait sur l'ensemble des paiements postérieurs à la publication officielle de cette modification.

9.2 Forme et variation des prix

Le présent marché est passé à prix fermes et non révisables.

9.3 Actualisation du prix

Conformément à l'article R. 2112.11 le délai entre l'offre de prix et le début d'exécution des travaux étant supérieur à 3 mois celle-ci sera actualisée. Cette actualisation se fera uniquement aux conditions économiques correspondant à une date antérieure de 3 mois à la date de commencement des travaux.

Les formules d'actualisation de prix seront les suivantes :

$$P = P_0 \times [BT07 (n-3) / BT07_0]$$

P = prix actualisé HT

P₀ = prix initial HT

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

BT07 (n-3) = valeur connue de l'index BT07 à la date de commencement des travaux moins 3 mois.

Par exemple : si la date de commencement des travaux est le 1^{er} septembre 2022, on prend la valeur de l'index BT07 pour le mois de juin 2022.

BT07 o = valeur de l'index BT07 au mois d'établissement du prix du marché

ARTICLE 10 : FACTURATION – PAIEMENT

Les factures seront libellées à l'ordre de la Caisse d'Allocations Familiales de l'Ariège 5 rue Victor Hugo – Peysales – 09002 FOIX.

Elles seront adressées par mail au bureau d'études NB CONSEIL qui les validera et les fera suivre pour paiement à la Caisse d'Allocations Familiales en les déposant sur le portail électronique Chorus pro.

Bureau d'étude : NB CONSEIL
 1, Le Grand Bois
 87200 SAINT MARTIN DE JUSSAC

Mail du Bureau d'études : serge.gerald@nbenergie.fr

Le règlement des factures sera effectué par virement dans un délai maximum de 30 jours, en application de l'article 1 du décret n°2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique, à compter de la date de réception de la facture.

En cas de rejet de la facture à la suite d'une erreur du titulaire le délai de 30 jours partira à compter de la date de réception de la nouvelle facture.

Les factures comprennent outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Nom ou raison sociale du créancier ;
- Le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- L'IBAN
- La désignation de l'organisme débiteur
- La nature des prestations exécutées.

10-1 Décomptes mensuels (1)

Au cours des travaux, le maître d'œuvre doit procéder, conformément à l'article 13 du CCAG travaux, à la vérification des projets de décomptes mensuels établis par l'entrepreneur et qui lui sont transmis par lettre recommandée avec avis de réception postal ou remis contre récépissé,

¹ Il est bien précisé, conformément à l'article 13.2.3 du CCAG, que les montants figurant dans les états d'acomptes mensuels n'ont pas le caractère de paiement définitif.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

dans un délai de 15 jour calendaire à compter du dernier jour du mois, objet du projet de décompte considéré. Après vérification, le projet de décompte mensuel devient le décompte mensuel.

La validation par le maître d'œuvre détermine, dans les conditions définies à l'article 13.2 du CCAG travaux, le montant de l'acompte mensuel à régler à l'entrepreneur. Il transmet à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, personne signataire du marché, en vue de l'ordonnancement, l'état d'acompte correspondant, qu'ils adressent à l'entrepreneur par bordereau d'envoi accompagné du décompte ayant servi de base à ce dernier si le projet établi par l'entrepreneur a été modifié.

Le délai de vérification, par le maître d'œuvre, du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à 7 jours calendaires à compter de la date de l'accusé de réception du projet de décompte ou du récépissé de remise.

En cas de retard dans la production du projet de décompte mensuel, il pourra être fait application des pénalités prévues à l'article 17.5 du présent CCAP, relatif aux pénalités applicables au retard dans la remise d'un projet de décompte.

Les décomptes devront être cumulatifs et faire apparaître le total des quantités exécutées depuis le début du chantier, les prix des unités composant le prix forfaitaire et les produits. Ils devront être établis en Euros HT, la TVA étant reprise en fin de décomposition.

10-2 Projet de décompte final

En application de l'article 12.3 du CCAG, le projet de décompte final daté et signé sera dressé par l'entrepreneur concerné et remis aux bureaux d'études à compter de la date de notification de la décision de réception des travaux dans un délai de 45 jours calendaires.

Le projet de décompte final devra être présenté comme suit :

1) Travaux suivant marché

Rappel du forfait HT :

Travaux non exécutés HT :

(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire) (1)

Ensemble base marché HT :

Actualisation ou révision des prix sur travaux réellement exécutés :

(index ou indices parus officiellement) (1)

2025	CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.	2025-01
-------------	--	----------------

TOTAL HT :

2) Travaux supplémentaires

Travaux en plus, valeur marché HT :

(n° de référence des prix de la décomposition forfaitaire) (1)

Actualisation ou révision des prix sur travaux en plus en valeur marché HT :

(index ou indices parus officiellement) (1)

Travaux en plus, valeur exécution HT :

(sur justification) (1)

TOTAL HT :

TOTAL GENERAL HT

PENALITES suivant CCAP :
.....

RESTE

TVA

TOTAL GENERAL TTC

Le projet de décompte final vérifié et accepté par le maître d'œuvre devient le décompte final (avec date, signature et cachet du maître d'œuvre) et est transmis avec le décompte général à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur, personne signataire du marché, dans un délai de 10 jours calendaires à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

Le décompte général sera établi par le maître d'œuvre conformément à l'article 12.4 du CCAG dans un délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de remise du projet de décompte final par l'entrepreneur.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

Par dérogation à l'article 12.4.2 du CCAG, le décompte général signé par la personne signataire du marché sera notifié à l'entrepreneur dans un délai de 3 mois à compter de l'établissement du décompte final.

En cas de présentation de décompte incomplet, d'une demande de justification, ou pour tout autre motif imputable à l'Entrepreneur, le délai de 3 mois visé ci-avant sera prolongé d'une durée égale au retard qui en est résulté.

10-3 Décompte général et définitif

Le décompte général accepté par l'entrepreneur ou réputé comme tel devient le décompte général et définitif du marché.

Les montants des acomptes mensuels et du solde sont calculés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces d'ordonnancement. Ces montants seront éventuellement rectifiés en appliquant le taux de TVA en vigueur lors des encaissements correspondants.

ARTICLE 11 : INTERETS MORATOIRES :

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions du titre IV de la loi n° 2013-100 du 28 janvier 2013 portant diverses dispositions d'adaptation de la législation au droit de l'Union européenne en matière économique et financière et du décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai de paiement est fixé à 30 jours. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article 2 du décret susvisé. Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus à l'article L 2192-13 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

ARTICLE 12 : AVANCE :

Une avance pourra être versée dans les conditions fixées par les articles R. 2191-3 à 12 du Code de la Commande Publique si le titulaire en fait expressément la demande dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial hors prestations sous-traitées dans le cadre du paiement direct, est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

La durée estimée du marché étant inférieure à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5%.

Le remboursement de l'avance doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant toutes taxes comprises du marché.

ARTICLE 13 : RETENUE DE GARANTIE :

Conformément aux articles R.2191-32, R.2191-33 et R.2191-34 une retenue de garantie de 5% est exercée sur le montant initial, modifié le cas échéant, du montant des avenants.

La retenue de garantie a pour objet de couvrir les réserves à la réception des travaux ainsi que celles formulées, le cas échéant, pendant le délai de garantie.

La retenue de garantie peut être remplacée au gré du titulaire par une "garantie à première demande", la caution personnelle et solidaire n'est pas acceptée (2).

L'organisme apportant sa garantie doit être choisi parmi les tiers agréés par le ministre chargé de l'économie ou par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L 612-1 du Code monétaire et financier. Lorsque cet organisme est étranger, il doit être choisi parmi les tiers agréés dans son pays d'origine.(3)

Cette garantie doit être constituée, en totalité, au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte. En cas d'avenant, elle doit être complétée dans les mêmes conditions.

En cas de groupement solidaire, la garantie est fournie en totalité par le mandataire.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement fournit une garantie correspondant aux prestations qui lui sont confiées et devant lui être réglées. Toutefois, si le mandataire du groupement est solidaire des autres membres, la garantie pourra alors être fournie par lui pour la totalité du marché.

² Le montant de la garantie à première demande, ne peut être supérieur à celui de la garantie qu'elles remplacent. Leur objet est identique à celui de la retenue de garantie qu'elles remplacent.

³ Dans tous les cas, la personne signataire du marché peut refuser l'organisme qui apporte sa garantie.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

Dans l'hypothèse où la garantie ne serait pas constituée ou complétée au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte, la fraction de la retenue de garantie correspondant à l'acompte est prélevée.

Le titulaire a la possibilité, pendant toute la durée du marché, de substituer une garantie à première demande à la retenue de garantie. En ce cas, cette garantie est constituée pour le montant total du marché y compris les avenants. Les montants prélevés au titre de la retenue de garantie sont reversés au titulaire après constitution de cette garantie.

La retenue de garantie est remboursée, au plus tard un mois après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement. En cas de retard dans le délai de remboursement, les intérêts moratoires sont dus et versés dans les mêmes conditions qu'en matière de non-respect des délais de paiement.

Les établissements ayant apporté leur garantie ou leur caution sont libérés un mois au plus tard après l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement.

Toutefois, si des réserves ont été notifiées au titulaire du marché ou aux établissements ayant accordé leur caution ou leur garantie à première demande pendant le délai de garantie de parfait achèvement et si elles n'ont pas été levées avant l'expiration de ce délai, les établissements sont libérés de leurs engagements un mois au plus tard après la date de leur levée.

ARTICLE 14 : EXECUTION DU MARCHE :

14.1 Préparation du chantier

Il est prévu une phase de préparation de chantier d'un mois afin :

- De procurer l'ensemble des documents et moyens nécessaires ;
- De permettre la mise au point technique du projet ;
- D'ajuster la planification et l'organisation des travaux ;
- De mettre en place les installations de chantier.

La durée de cette phase pourra être réduite en accord avec le titulaire.

14.2 Nettoyage

Le chantier devra toujours être maintenu en parfait état de propreté et le titulaire devra prendre toutes dispositions utiles à ce sujet

Les déchets et emballages devront toujours être évacués hors du chantier au fur et à mesure.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

Le nettoyage en fin de chantier devra être particulièrement soigné afin que le titulaire restitue les existants dans le même état de propreté que celui dans lequel il les a trouvés au démarrage du chantier

En cas de non-respect par le titulaire des obligations découlant des prescriptions du présent article, le maître d'ouvrage fera exécuter les nettoyages par une entreprise de son choix sans mise en demeure préalable, sur simple constat de non-respect des obligations contractuelles du titulaire. Cette intervention sera à la charge du titulaire et déduite du règlement de ses factures.

14.3 Sécurité des personnes

Toutes dispositions devront être prises pour assurer la protection et la sécurité des personnes ayant à circuler aux abords du chantier, tant salarié du titulaire que salariés du maître d'ouvrage ou le public se rendant à la Caisse.

14.4 Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier

Le marché ne prévoit pas de mission SPS.

14.5 Conditions spéciales d'exécution

L'attention des entreprises est attirée sur le fait qu'il y aura lieu de prendre toutes dispositions afin que l'occupation et le fonctionnement normaux du bâtiment CAF et de leur service respectif ne soient pas troublés, ainsi que dans la périphérie extérieure avoisinante.

Pour ce faire, il faudra :

Maintenir les accès de sécurité libres et protégés notamment pour toutes les voies de circulation.

Nettoyer et protéger journallement les parties communes et les surfaces accessibles au public et au personnel.

Toutes les opérations de raccordement sur un système quelconque de l'existant (eau, électricité, évacuation etc...) se feront en dehors des heures d'ouverture de l'établissement sauf accord express du Directeur.

La protection et le maintien de l'ensemble de ces dispositions sont à la charge des entreprises et celles-ci ne pourront en aucun cas arguer d'un quelconque manque d'informations.

Les entreprises qui utiliseront des chalumeaux, des postes à souder devront obligatoirement établir des demandes de permis feu.

Pour les travaux les plus bruyants, les entreprises concernées préciseront au coordinateur des travaux, les dates d'intervention afin d'établir un planning et d'en informer le personnel de

2025	CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.	2025-01
------	--	---------

l'établissement.

De plus, à l'intérieur des zones en chantier il convient de :

- Ranger chaque soir le matériel portatif de chantier,
- Arrimer les échelles, escabeaux et les échafaudages,
- Ne laisser aucun matériau ou matériel susceptible de blesser,
- Enlever les cartons et emballages chaque soir jusqu'aux bennes,
- Enlever les gravats de construction chaque soir,
- Nettoyer par balayage les sols chaque soir,
- Fermer chaque soir l'accès à l'intérieur de la zone chantier.

Des stockages pourront être tolérés sur les zones chantier en accord avec le Directeur de l'établissement et sous l'entière responsabilité de l'entreprise à condition que les produits, matériaux et matériels ne présentent aucun caractère de risque particulier dans leur état de conditionnement avant mise en œuvre.

Le titulaire ne pourra se prévaloir de son ignorance des règles sociales, sanitaires et de sécurité, notamment celles découlant du code du travail et du code de la santé publique, ainsi que toutes autres règles encadrant le déroulement du chantier. Il reste personnellement responsable des violations et infractions qu'il commet.

14.6 Réunions de chantier

Les réunions de chantier auront lieu de manière hebdomadaire.
Les comptes rendus de ces réunions deviendront contractuels après l'écoulement d'un délai de 48 heures pour formuler des observations. Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi du procès-verbal par son rédacteur.

14.7 Gestion des dépenses communes (compte prorata) – Sans objet

Sans objet

14.8 Sanitaires

Un sanitaire de la Caisse d'Allocations Familiales sera réservé aux ouvriers intervenant sur le chantier.

14.9 Garde du chantier

Il appartient à l'entreprise de prendre les mesures nécessaires pour éviter les vols et dégradations de son propre matériel. Jusqu'à la réception, l'entreprise a la garde de l'ouvrage

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

et en supporte les risques. Dès réception des travaux, ces risques sont transférés au maître d'ouvrage.

ARTICLE 15 : CONTROLES :

15.1 Essais et contrôles – Généralités

Dans le cas d'essais ou épreuves non prévus au devis descriptif, il sera fait selon les dispositions de l'article 24 du CCAG.

Certaines performances ne peuvent être mesurées qu'après réalisation complète des ouvrages, voire mise en service et utilisation de ceux-ci. Les mesures et contrôles seront donc, dans ce cas, réalisés après la date de réception des travaux.

15.2 Contrôles par l'organisme

Pour s'assurer d'un niveau de qualité constant des prestations du titulaire, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit, avec l'assistance de son bureau d'études, d'effectuer des contrôles réguliers des travaux.

ARTICLE 16 : RECEPTION ET GARANTIES :

16.1 Réception

Par dérogation aux articles 42.1 et 42.3 du CCAG, la réception a lieu à l'achèvement de l'ensemble des travaux relevant des lots considérés. Elle prend la forme d'une décision unique du maître d'ouvrage à destination de l'ensemble des titulaires et prend effet à la date de l'achèvement de l'ensemble des travaux.

Chaque entrepreneur avise le pouvoir adjudicateur et les bureaux d'études de la date à laquelle les travaux sont ou seront considérés comme achevés. Le maître d'ouvrage et le bureau d'études auront à leur charge de provoquer les opérations de réception lorsque l'ensemble des travaux sera achevé.

La procédure de réception se déroulera conformément aux dispositions de l'article 41 du CCAG suite aux opérations de réception.

La date de réception sera à la fin des travaux.

Un constat d'achèvement des travaux pourra être éventuellement établi lorsque l'entrepreneur en fera la demande. En aucun cas, ce constat ne vaut réception des travaux au sens des articles 1792 et 2270 du Code civil.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

Le délai maximal dans lequel le maître d'ouvrage et le bureau d'études devront procéder aux opérations préalables à la réception des ouvrages est fixé à 20 jours à compter de la date de réception de la lettre du titulaire l'avisant de l'achèvement des travaux.

La réception sans réserve ne peut être prononcée que si les essais et épreuves prévus au marché s'avèrent concluants (vérification des performances ou rendements prévus...). Les épreuves, vérifications ou essais doivent être réalisés, le cas échéant, par un organisme indépendant aux frais de l'entreprise.

* Conformément à l'article 41.4 du CCAG, si des épreuves ou vérifications ne peuvent être faites qu'à certaines périodes de l'année, ainsi, dans le cas du présent marché, le rafraîchissement, la réception sera prononcée sous la réserve que ces essais soient concluants dès qu'ils pourront être réalisés de façon significative, à savoir, la saison de rafraîchissement qui suit immédiatement la réception.

En précision à l'article 41.6 du CCAG, le délai de levée des réserves est fixé à **1 mois à compter** de la date de réception des travaux ou de la date de l'apparition de ces réserves si celles-ci sont postérieures à la réception.

Les réserves seront notifiées aux entrepreneurs des lots concernés avec le délai imparti pour remédier aux imperfections et malfaçons relevées.

Dans le cas où les travaux de reprise n'auraient pas été réalisés dans le délai prescrit, la personne signataire du marché peut les faire exécuter aux frais et risques de l'entrepreneur, après mise en demeure demeurée infructueuse.

Dans le cas où certains ouvrages ou certaines parties d'ouvrages ne sont pas entièrement conformes aux spécifications du marché, sans que les imperfections constatées soient de nature à porter atteinte à la sécurité, au comportement ou à l'utilisation des ouvrages, la personne signataire du marché se réserve la possibilité de renoncer à ordonner la réfection des ouvrages estimés défectueux et proposer au titulaire une réfaction sur les prix.

Si le titulaire accepte la réfaction, les imperfections qui l'ont motivé se trouvent couvertes de ce fait et la réception est prononcée sans réserve. Dans le cas contraire, le titulaire demeure tenu de réparer ces imperfections, la réception étant prononcée sous réserve de leur réparation.

16.2 Réception partielle

Le marché ne prévoira pas de réceptions partielles.

16.3 Documents fournis après exécution

Les stipulations de l'article 40 du CCAG-Travaux s'appliquent.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

Le Titulaire remet au Maître d'Ouvrage, en trois exemplaires dont un sur support numérique :

- au plus tard lorsqu'il demande la réception des travaux conformément à l'article 41.1 du CCAG-Travaux : les spécifications de pose, les notices de fonctionnement, les prescriptions de maintenance des éléments d'équipement mis en œuvre, les conditions de garantie des fabricant attachées à ces équipements, ainsi que les constats d'évacuation des déchets ;
- dans un délai d'un mois suivant la date de notification de la décision de réception des travaux : les autres éléments du Dossier des Ouvrages Exécutés (DOE) et les documents nécessaires à l'établissement du Dossier d'Intervention Ulérieure sur l'Ouvrage (DIUO).

16.4 Garantie de parfait achèvement

Conformément aux dispositions de l'article 44.1 du CCAG-Travaux, le délai de garantie est, sauf prolongation décidée comme il est précisé à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, d'un an à compter de la date d'effet de la réception des travaux.

Ce délai de garantie pourra être prolongé sur décision du maître de l'ouvrage dans les conditions définies par l'article 44-2 du CCAG travaux.

Par dérogation à l'article 44.2 du CCAG-Travaux, si, à l'expiration du délai de garantie, le Titulaire n'a pas procédé à l'exécution des travaux et prestations nécessaires à la levée des réserves tant à la réception que pendant le délai de garantie ainsi qu'à l'exécution de ceux qui sont exigés, le cas échéant, en application de l'article 39, le délai de garantie est prolongé, sans formalité préalable, jusqu'à l'exécution complète des travaux et prestations, que celle-ci soit assurée par le Titulaire ou par un tiers à ses frais et risques conformément aux stipulations de l'article 41.6.

ARTICLE 17 : PENALITES :

Un planning prévisionnel des travaux est établi par le bureau d'étude en accord avec le maître d'ouvrage

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités et/ou de réfections. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

Les pénalités prévues dans le cadre du présent marché se cumulent sur une période mensuelle et sont déduites de la facture mensuelle du titulaire le mois suivant le calcul des pénalités. Les défaillances sont constatées au cours des contrôles, programmés ou inopinés.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

En tout état de cause, le montant total des pénalités liées à l'exécution des prestations enregistrées au cours d'une année d'exécution ne pourra excéder 25% du montant forfaitaire annuel des prestations régulières de nettoyage.

Les pénalités peuvent être précomptées sur les acomptes versés au titulaire tout au long de l'exécution des prestations, lors de l'établissement des états d'acomptes, ou constituer un élément du décompte général.

Le décompte des pénalités est notifié au titulaire qui peut présenter ses observations à l'organisme bénéficiaire dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la notification de ce décompte. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté les pénalités.

17.1 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 19.2 du CCAG, il sera appliqué automatiquement à l'entrepreneur, sans mise en demeure préalable, par jour calendaire de retard (dimanches et jours fériés compris), une pénalité calculée à partir du montant des travaux, éventuellement augmentée ou diminuée du montant des avenants s'y rapportant.

Ces retenues provisoires deviendront des pénalités définitives si l'entrepreneur, bien qu'ayant terminé ses travaux dans le délai, a perturbé la marche du chantier.

Il est convenu que l'Entrepreneur ne pourra pas arguer d'un décalage du planning des travaux tant en aval qu'en amont pour ne pas exécuter ses travaux dans les conditions de temps et de prix prévues au planning de base.

Pour ce marché les pénalités sont fixées de la manière suivante :

$$P = \frac{V \times R}{200}$$

200

P= montant de la pénalité

V= valeur facturée TTC

R= nombre de jours de retard

Dans le cas où l'entrepreneur serait empêché d'intervenir dans le cadre de son délai contractuel, il devra le faire connaître au Bureau d'Etudes, au Maître d'Ouvrage et à l'autorité compétente du pouvoir adjudicateur dans les 48 heures afin que ceux-ci puissent prendre toutes dispositions utiles.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

Des retenues provisoires de retard fixées à : 100 € par jour, seront appliquées par rapport aux délais si des retards sont constatés aussi bien en ce qui concerne l'avancement des travaux que la remise des pièces, etc.

De même, ces retenues provisoires seront appliquées en cas de retard sur le début d'intervention prévu au calendrier détaillé d'exécution qui sera signé à la réunion d'ouverture de chantier.

Ces retenues provisoires pourront être levées si à la fin du délai d'exécution, fixé au calendrier détaillé a été respectée.

L'avance sur le calendrier détaillé d'exécution ou sur le délai global d'exécution ne donnera droit à aucune prime.

17.2 Pénalités pour nettoyage non réalisé

Nettoyage non réalisé après intervention : 200€ par jour franc et par infraction constatée.

17.3 Pénalités pour retard de présentation d'un sous-traitant

Dans le cas où le Titulaire n'a pas transmis au Maître d'Ouvrage après mise en demeure de le faire, les avenants, actes spéciaux ou pièces énumérées au présent CCAP relatifs à la sous-traitance, il encourt une pénalité journalière de 1/1000^e du montant de son marché.

17.4 Pénalités pour retard ou absence aux réunions

En cas d'absence injustifiée à toute réunion planifiée ou à tout rendez-vous organisé par le Maître d'ouvrage et / ou le bureau d'études, une pénalité de 200€ sera appliquée à tout entrepreneur dûment convoqué.

En cas de retard injustifié supérieur à 30 minutes une pénalité de 100 € sera appliquée.

17.5 Pénalités pour retard dans la transmission des pièces pendant l'exécution

En cas de retard, dans la transmission des pièces demandées par les parties prenantes (Maître d'Ouvrage ou Bureau d'étude), il sera appliqué une pénalité de 50 € par jour calendaire de retard.

17.6 Pénalités pour retard dans la transmission des pièces après exécution

En cas de retard, dans la transmission des pièces mentionnées à l'article 16.3, il sera appliqué la pénalité suivante : 50€ par jour calendaire de retard

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

ARTICLE 18 : RESILIATION :

Il sera fait application des dispositions du CCAG travaux, sauf l'article 46.2.1, sous réserve des précisions suivantes :

18.1 Cas de résiliation ouvrant droit à indemnité :

La personne signataire du marché se réserve la possibilité de résilier le marché, en tout ou partie, pour un motif d'intérêt général, sans qu'il y ait faute du titulaire, en dehors des cas de décès, incapacité civile, redressement ou liquidation judiciaire, incapacité physique, ainsi que des cas développés ci-après (résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure, et résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure).

18.2 Cas de résiliation n'ouvrant pas droit à indemnité

Aucune indemnité ne sera due au titulaire ou ses ayants droits dans les cas suivants :

- Décès ou incapacité civile,
- Redressement judiciaire ou liquidation judiciaire : le marché pourra être résilié dans les conditions prévues par les articles L.620 et suivants du code de commerce,
- Incapacité physique manifeste et durable du titulaire compromettant la bonne exécution du marché.

18.3 Résiliation aux torts du titulaire avec mise en demeure :

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire, après mise en demeure restée infructueuse, lorsque :

- a) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation du travail ainsi que celles fixées aux articles D8222-5 ou D8222-7 du Code du travail ;
- b) le titulaire contrevient aux obligations de la législation ou de la réglementation portant sur la protection de l'environnement,
- c) le titulaire ne s'est pas acquitté de ses obligations dans les délais contractuels, après que le manquement ait fait l'objet d'une constatation contradictoire et d'un avis du maître d'ouvrage et du bureau d'étude. La résiliation pourra être soit simple, soit aux frais et risques du titulaire ;
- d) le titulaire a sous-traité en contrevenant aux dispositions législatives ou réglementaires relatives à la sous-traitance, ou il ne respecte pas les obligations mentionnées à l'article 3.6 du CCAG travaux.

La mise en demeure est notifiée par écrit. Elle est assortie d'un délai de 15 jours pendant laquelle le titulaire devra satisfaire à ses obligations ou présenter ses observations.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

18.4 Résiliation aux torts du titulaire sans mise en demeure :

La personne signataire du marché peut résilier le marché aux torts du titulaire sans mise en demeure préalable lorsque :

- le titulaire s'est livré, au cours de l'exécution de son marché, à des actes frauduleux, notamment lorsque ceux-ci portent sur la nature, la qualité ou la quantité des prestations, ou lorsqu'il a eu recours au travail dissimulé et que le délit a été constaté par l'Urssaf,
- le titulaire a été exclu de toute participation aux marchés publics ou a fait l'objet d'une interdiction d'exercer toute profession industrielle ou commerciale, postérieurement à la notification du marché ;
- la déclaration produite en application l'article R. 2143-3 du Code de la Commande publique a été reconnue inexacte.

18.5 Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

ARTICLE 19 : REGLEMENT DES LITIGES :

Par dérogation aux articles 50.3 et 50.4 du CCAG-Travaux, pour le règlement des litiges, il sera fait application de l'article 15 de l'arrêté du 16 juin 2008 modifié portant réglementation des marchés des organismes de Sécurité sociale.

19.1 Recours amiable - Mémoire en réclamation

Le Pouvoir Adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations ou à l'exécution des prestations objet du marché. L'accord constaté ou l'impossibilité d'accord fait l'objet d'un écrit.

2025	<p style="text-align: center;">CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.</p>	2025-01
------	---	---------

Tout différend entre le Titulaire et un membre du groupement de commande implique l'intervention du Pouvoir Adjudicateur dans la résolution du litige.

En l'absence d'accord amiable, tout différent ou litige porté par le Titulaire doit faire l'objet, de sa part, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au Pouvoir Adjudicateur dans le délai de deux (2) mois, courant à compter du jour constatant l'absence de règlement amiable.

Le Pouvoir Adjudicateur dispose d'un délai de deux (2) mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

Les Parties peuvent, d'un commun accord, avoir recours à la conciliation selon les modalités qu'elles déterminent. Elles peuvent également, d'un commun accord, avoir recours à un conciliateur.

La saisine d'un conciliateur suspend les délais de recours prévus par le marché jusqu'à la notification de la décision prise après conciliation.

Les frais de conciliation sont supportés par moitié entre les parties

19.2 Recours contentieux

A l'issue de la procédure décrite à l'article précédent et à défaut d'accord la partie la plus diligente saisit le tribunal compétent, elle ne peut porter devant cette juridiction que les chefs et motifs énoncés dans les mémoires en réclamation.

19.3 Juridiction compétente

Tribunal Judiciaire de Bordeaux (fusion des TGI et TI au 01 01 2020)

30 Rue des Frères Bonie

33000 Bordeaux

Téléphone : 05 47 33 90 00

ARTICLE 20 : DROIT ET LANGUE :

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tous les rapports, documentations, correspondances et notifications de toutes natures relatives au présent marché doivent être rédigés en français.

ARTICLE 21 : DEROGATION AU CCAG-Travaux :

Hormis les dérogations du présent C.C.A.P rappelées ci-après, le titulaire reste soumis au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux Travaux :

2025	CAF DE L'ARIEGE Remplacement du groupe froid du siège Lot unique : chauffage climatisation.	2025-01
-------------	--	----------------

ARTICLE DU CCAG	ARTICLE DEROGATOIRE
Article 3.6.1.2 Sous-traitance	Article 1.6
Article 4.1 - Pièces contractuelles	Article 3
Article 12.1.1 – Demandes de paiement mensuelles	Article 10.1
Article 19.2 – Pénalités de retard et retenues	Article 17.1
Article 42.1 et 42.3 – Réceptions partielles	Article 16.1
Article 44.2 – Garanties contractuelles	Article 16.4
Articles 50.3 et 50.4 – Règlement des litiges	Article 19